

***Bilan de la mandature
2018-2023***



INTRODUCTION

La première mandature du Pôle Logement a débuté le 22 janvier 2018 et s'est clôturée le 21 janvier 2023. Elle a été présidée par Mme Chantal BERTOUILLE et vice-présidée par M. Omer LALOUX.

Le Pôle Logement a été installé le 20 février 2018 en présence de Mme Valérie DE BUE, Ministre wallon des pouvoirs locaux, du logement et des infrastructures sportives.

Il s'est réuni à **45 reprises (soit 9 réunions par an)**. Plusieurs réunions ont été organisées conjointement avec le Pôle Energie, la Commission Finances-Institutionnel-Simplification administrative, la Commission Economie-Politiques industrielles et l'Assemblée générale du CESE.

AVIS

Le Pôle Logement a émis **49 avis sur des avant-projets de décret, des avant-projets d'arrêtés et des propositions de résolution et de loi dans le cadre de demandes d'avis**. Celles-ci émanent du Ministre Collignon, du Parlement wallon, du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et du Parlement fédéral. Certains de ces avis ont été rédigés conjointement avec le Pôle Energie.

Les avis portent sur :

- l'avant-projet de décret programme portant des mesures diverses en matière d'action sociale, de handicap, de santé, d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de pouvoirs locaux, de logement, de tourisme, d'agriculture, de nature et forêt – mesures relatives au logement (articles 357 à 377).
- la proposition de résolution visant à créer une norme d'aptitude intergénérationnelle de l'habitat (AplH) et à mettre en place un système "Qualipack".
- la proposition de résolution visant à la mise en place d'un mécanisme d'octroi de prêts à taux zéro pour les jeunes ménages dans le cadre d'une acquisition immobilière et pour les personnes âgées et/ou affectées d'un handicap dans le cadre de l'adaptation de leur logement.
- l'avant-projet d'arrêté du GW relatif à la location des logements d'utilité publique par la SWL et par les SLSP.
- la proposition de résolution invitant le GW à lancer un programme exceptionnel de création et d'entretien de logements.
- l'avant-projet d'arrêté du GW instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement et sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'audit logement.
- l'avant-projet d'arrêté du GW instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail.
- l'avant-projet de décret visant à insérer la notion d'habitation légère dans le CWLHD.
- l'avant-projet de décret relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière de logement.
- l'avant-projet de décret organisant le rapprochement des missions dévolues à la SWL, à la SWCS et le CEHD au sein de l'Agence wallonne de l'habitation durable.
- l'avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 12 décembre 2013 relatif aux organismes de logement à finalité sociale
- l'avant-projet projet d'arrêté du GW instaurant un régime d'aide à la location d'un logement étudiant en faveur des étudiants dont l'implantation scolaire est éloignée de leur domicile.

- l'avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1er, 19° à 22° bis du CWL en vue d'y insérer des dispositions spécifiques aux habitations légères.
- l'avant-projet d'arrêté du GW du 30 août 2007 relatif à la procédure en matière de respect des critères de salubrité des logements et de la présence de détecteurs d'incendie.
- l'avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 3 juin 2004 relatif au permis de location.
- l'avant-projet de décret modifiant le décret du 28 novembre sur la PEB pour transposer la directive PEB 2018/844/UE et l'article de la directive SER 2018/2001/UE.
- le projet de plan de rénovation du logement public.
- l'avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1er, 19° à 22°bis du CWL en vue d'y insérer des dispositions spécifiques aux habitations légères (2^{ème} lecture).
- l'avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 30 août 2007 relatif à la procédure en matière de respect des critères de salubrité des logements et de la présence de détecteurs d'incendie.
- l'avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 3 juin 2004 relatif au permis de location.
- l'avant-projet de décret (articles 34 à 40) portant confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au Covid-19 sous l'angle des remarques particulières.
- l'avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 25 avril 2019 instaurant une grille indicative des loyers en exécution de l'article 89 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation.
- l'avant-projet d'arrêté du GW relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de la création de logements d'utilité publique.
- l'avant-projet d'arrêté du GW relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de la construction d'un ou plusieurs logements d'utilité publique à destination des étudiants.
- l'avant-projet de décret portant confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au Covid-19 (volet logement).
- le rapport BDO/SONECOM intitulé "le logement des étudiants" (volet : la précarité étudiante - les coûts indirects liés au logement).
- la proposition de loi n°1741 instaurant l'hypothèque inversée.
- l'avant-projet de décret modifiant le CWHD en vue de renforcer la lutte contre le logement inoccupé.
- l'avant-projet d'arrêté du GW relatif à la fixation et à la gestion des données relatives aux consommations minimales d'eau et d'électricité pouvant réputer un logement inoccupé en vertu de l'article 80, 3°, du CWHD.
- l'avant-projet d'arrêté du GW relatif à l'agrément des associations visées à l'article 85sexies du CWHD.
- l'avant-projet d'arrêté du GW relatif aux amendes administratives visées à l'article 85ter du CWHD.
- le projet d'arrêté du GW portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.
- le projet d'arrêté du GW instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.
- le projet de décret modifiant le CWHD.
- le projet du GW relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de la création d'un ou plusieurs logements de transit.

- le projet d'arrêté du GW relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de la création de plusieurs logements d'insertion.
- le projet d'arrêté du GW relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de l'équipement d'ensembles de logements.
- le projet d'arrêté du GW relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'utilité publique.
- le projet d'arrêté du GW relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements de transit.
- le projet d'arrêté du GW relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'insertion.
- le projet d'arrêté du GW relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de l'équipement d'ensembles de logements.
- le projet d'arrêté du GW relatif à l'octroi d'une aide aux SLSP et aux personnes morales en vue de l'acquisition d'habitations légères.
- le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement (octroi d'une prime pour le remplacement d'un système de chauffage sans l'obligation de réaliser préalablement un audit énergétique à destination des ménages impactés par les inondations des 14 et 15 juillet 2021 – régime temporaire).
- le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement (retrait temporaire de la condition de l'audit énergétique pour accéder aux primes chauffage et eau chaude en réponse à la crise des prix de l'énergie – régime temporaire).
- l'avant-projet d'arrêté relatif à l'octroi d'une allocation de loyer et d'un complément énergie à certains candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une SLSP en application de l'article 94, § 1^{er} du CWHD.
- le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 12 décembre 2013 relatif aux organismes de logement à finalité sociale.
- l'avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.
- le projet de décret modifiant le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation.
- le projet de décret visant à lutter contre la discrimination dans l'accès au logement.

Le Pôle Logement a également émis (seul ou avec d'autres instances du CESE) **3 avis d'initiative** portant sur :

- la problématique des logements inoccupés;
- la politique de la ville en Wallonie (conjointement avec les Pôles Aménagement du territoire, Energie, Pôle Environnement, Mobilité, Ruralité, l'Observatoire du commerce, le Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes et la Commission royale des monuments, sites et fouilles) ;
- l'usage des petites voiries en Wallonie : précisions et recommandations (conjointement avec les Pôles Aménagement du territoire, Environnement, Mobilité, Ruralité, la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières et la Commission royale des monuments, sites et fouilles).

Par ailleurs, il a examiné les deux dossiers suivants dans le cadre d'une consultation commune à plusieurs instances du CESE Wallonie :

- le projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds Bas-carbone et résilience" et le projet d'arrêté du GW venant exécuter ce décret.
- les avant-projets de décret et les projets d'arrêté du GW adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations.

AUDITIONS

Le Pôle logement a procédé à **16 auditions dans le cadre de 23 dossiers soumis à consultation** :

- M. Olivier VANDENHOUTE, Conseiller au Cabinet DE BUE : avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la location des logements d'utilité publique par la SWL et les SLSP.
- M. Xavier NINANE, Conseiller au Cabinet CRUCKE, et M. Gauthier PIRON, Attaché au Cabinet DE BUE : projet d'arrêté du Gouvernement wallon instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement et projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'audit logement.
- M. Gauthier PIRON, Attaché au Cabinet DE BUE : projet d'arrêté du Gouvernement wallon instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail et sur l'avant-projet de décret visant à insérer la notion d'habitation légère dans le CWLHD.
- M. Jean-François MAYERUS, Conseiller au Cabinet DE BUE : avant-projet de décret relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière de logement.
- M. Régis DOYEN, Chef de cabinet adjoint de la Ministre DE BUE, et Mme Sandra PARRINELLO, Conseillère au sein de ce Cabinet : avant-projet de décret organisant le rapprochement des missions dévolues à la SWL, à la SWCS et au CEHD au sein de l'Agence wallonne de l'Habitation durable.
- M. G. PIRON et Mme S. PARRINELLO, représentants du Cabinet De Bue : projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2013 relatif aux organismes de logement à finalité sociale.
- M. O. VANDENHOUTE, représentant du Cabinet De Bue : projet d'arrêté du Gouvernement wallon instaurant un régime d'aide à la location d'un logement étudiant en faveur des étudiants dont l'implantation scolaire est éloignée de leur domicile.
- M. G. PIRON, représentant du Cabinet De Bue : projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1er, 19° à 22° bis du Code wallon du Logement en vue d'y insérer des dispositions spécifiques aux habitations légères, projet d'arrêté modifiant celui du 30 août 2007 relatif à la procédure en matière de respect des critères de salubrité des logements et de la présence de détecteurs d'incendie et projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 3 juin 2004 relatif au permis de location
- Monsieur Nicolas SPIES, représentant du Cabinet du Ministre Ph. Henry et Monsieur Arnaud Collard, de la Direction des bâtiments durables du SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Energie : projet de décret modifiant le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments pour transposer la directive PEB 2018/844/UE et l'article de la directive SER 2018/2001/UE.
- Monsieur Laurent DION et Madame Cécile MARTIN, Conseillers au Cabinet Dermagne : projet de plan de rénovation du logement public.

- Madame Charlotte BERNARD, Conseillère au Cabinet Dermagne : avant-projet d'arrêté modifiant l'arrête du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1er, 19° à 22°bis, du Code wallon du logement en vue d'y insérer des dispositions spécifiques aux habitations légères ; avant-projet d'arrêté modifiant l'arrête du 30 août 2007 relatif à la procédure en matière de respect des critères de salubrité des logements et de la présence de détecteurs d'incendie et avant-projet d'arrêté modifiant l'arrête du 3 juin 2004 relatif au permis de location.
- Mme Maïté MAWET, Conseillère à la Cellule Energie au Cabinet du Ministre HENRY : avant-projet d'arrêté portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.
- Mme Carol PISULA, Coordinatrice de la Cellule Energie au Cabinet du Ministre HENRY, et Mme Charlotte BERNARD, Conseillère à la Cellule Logement au Cabinet du Ministre COLLIGNON : projet d'arrêté instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.
- MM. Rodrigue SOYER et Laurent DION, respectivement Chef de Cabinet adjoint et Conseiller au Cabinet du Ministre COLLIGNON, et Mmes Charlotte BERNARD et Delphine HERNALSTEEN, Conseillères à la Cellule Logement à ce Cabinet : avant-projet de décret modifiant le CWHD, avant-projets d'arrêté relatifs à l'aide à la création de logements d'utilité publique, de logements étudiants, de logements de transit et d'insertion, les avant-projets d'arrêté relatifs à l'octroi d'une aide (aux SLSP et aux personnes morales) en vue de l'équipement d'ensemble des logements et avant-projet relatif à l'octroi d'une aide aux SLSP et aux personnes morales en vue de l'acquisition d'habitations légères.
- Mme Delphine HERNALSTEEN et M. Abdelhakim BOUZBIB, Conseillers à la Cellule Logement au Cabinet du Ministre COLLIGNON : projet d'arrêté relatif à l'octroi d'une allocation de loyer et d'un complément énergie à certains candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public en application de l'article 94, §1^{er} du Code wallon de l'habitation durable et projet d'arrêté modifiant l'arrête du Gouvernement wallon du 12 décembre 2013 relatif aux organismes de logement à finalité sociale.
- Mmes Charlotte BERNARD et Delphine HERNALSTEEN, Conseillères à la Cellule Logement au Cabinet du Ministre COLLIGNON : projet de décret visant à lutter contre la discrimination dans l'accès au logement.

Afin d'enrichir sa réflexion et de mieux appréhender la problématique du logement et de l'habitat, le Pôle Logement a **également entendu 51 personnes dans le cadre de 31 auditions.**

Celles-ci portent principalement sur l'état des lieux et les perspectives en matière de logement, la politique et la production du logement privé et public, les logements inoccupés, les SLSP, les charges d'urbanisme, les logements collectifs et alternatifs, la politique foncière, la fiscalité immobilière, les prêts, les primes énergie-logement, la PEB, les OFS, le vieillissement de la population, les opérateurs institutionnels wallons du logement, le marché locatif et le volet logement du Plan wallon de relance. Certaines auditions ont été organisées conjointement avec les Commission Finances-Institutionnel-Simplification administrative et Economie-Politiques industrielles et l'Assemblée générale du CESE.

Les auditions sont les suivantes :

- *Les Chiffres-clés : enjeux et défis du logement public en Wallonie* par Mme Stéphanie CASSILDE et M. Olivier GOBERT, respectivement Chargée de recherche et Collaborateur scientifique au CEHD, M. Olivier DECHENE, Directeur-gérant de la SLSP Centr'Habitat, et M. Daniel POLLAIN, porte-parole de la SWL.
- *Une alternative au logement : l'habitat groupé et solidaire* par Mme Pascale THYS, coordinatrice de l'asbl Habitat et Participation.

- *L'habitat Léger, une solution valable et viable à la crise du logement et un changement dans l'art d'habiter* par M. Vincent WATTIEZ, animateur du Réseau brabançon pour le droit au logement.
- *Le Fonds du logement, sa contribution à la politique régionale* par M. Vincent SCIARRA, Directeur général du FLFNW.
- *Les régies de quartier, organismes d'insertion par le logement* par Mme Marie-Noëlle LEBEAU, chargée de mission au FLFNW.
- *Les associations de promotion du logement : l'humain au cœur de la brique, l'accompagnement technico-social en matière d'habitat au service des publics les plus précaires* par Mme Anne-Catherine RIZZO, Directrice de l'asbl RELOGEAS.
- *Les agences immobilières sociales, un vecteur du développement du logement pour les ménages de catégories 1 et 2 en Wallonie* par M. Alexandre BORSUS, coordinateur de l'UWAIS.
- *Les Community land trust en Belgique* par Mme Pascale THYS, coordinatrice de l'asbl Habitat et Participation, et M. Thomas DAWANCE, de la plateforme des *Community land trust*.
- *Le fonctionnement des SLSP* par M. Omer LALOUX, Directeur-gérant de la SLSP La Dinantaise, et M. Michel DEFFET, Directeur-gérant de la SLSP Foyer de la région de Fléron.
- *Les activités du Département du Logement* par Mme Françoise DUHAUT, Inspectrice au Département du Logement du SPW Territoire, Logement, Energie, Patrimoine et Mme Rachel THYS, Directrice de la Direction du logement privé, de l'information et du contrôle.
- *Le marché locatif sous la loupe* par M. François GHESQUIERE, Chargé de recherches à l'IWEPS.
- *Présentation de l'enquête scientifique sur les loyers privés en Wallonie* par M. Sébastien PRADELLA, Directeur du CEHD et M. Marko KRYVOBOKOV, Chargé de recherches au CEHD.
- *Présentation de l'étude relative à l'évaluation des impacts des récentes réformes de l'octroi des primes et des prêts énergie et logement* par M. Yves MARENNE, Directeur scientifique à l'ICEDD, Mme Sile O'DORCHAI et M. Frédéric VESENTINI, Directeurs scientifiques à l'IWEPS.
- *Logement et territoire : vers un paradigme collaboratif* par M. Jean-Marie HALLEUX, Professeur au Département de géographie de l'ULiège.
- *Le logement public bruxellois face aux crises d'aujourd'hui* par M. Yves LEMMENS, Directeur général de la SLRBC.
- *Du nouveau à la SWL : présentation et enjeux...* par M. Benoît WANZOUL, Directeur général de la SWL.
- *Présentation du projet d'arrêté modifiant l'arrêté du GW du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie ("MEBAR")* par Mme Valérie XHONNEUX, Conseillère à la Cellule Climat au Cabinet Henry.
- *Présentation du rapport sur l'immobilier et la fiscalité immobilière en Wallonie* par M.M. Benoit BAYENET, Professeur de finances publiques à l'ULB, et Marc BOURGEOIS, Professeur de droit fiscal et de finances publiques à l'ULiège.
- *Présentation du volet logement du Plan de relance pour la Wallonie* par M. Rodrigue SOYER, Chef de Cabinet adjoint du Ministre Collignon, M.M. Laurent DION, Julien CORNET, Abdelhakim BOUZBIB et Mmes Charlotte BERNARD et Delphine HERNALSTEEN, Conseillers à la Cellule Logement au Cabinet Collignon.
- *Le Plan de relance pour la Wallonie et les aides suite aux inondations* par M. Marc DEGAUTE, Chef de cabinet du Ministre-Président Di Rupa et Secrétaire du Gouvernement wallon, et Mme Sylvie MARIQUE, Secrétaire générale du SPW et Commissaire à la Reconstruction.
- *La production de logements à l'échelle régionale. Tendances et perspectives* par M. Vincent BOTTIEAU et M. Martin GRANDJEAN du CREAT-UCLouvain.
- *Les logements inoccupés comme ressource potentielle en Wallonie : les freins de leur identification et de remise en état* par Mme Mathilde FLAS, Ingénieur civil architecte.

- *Le logement vacant en Wallonie : Comment lutter contre ce phénomène* par Mme Sarah TANKOANO, géographe.
- *Les agences immobilières sociales en Wallonie : un outil performant pour les locataires* par Mme Véronique DE MESMAEKER, Coordinatrice de l'UWAIS.
- *Les outils de lutte contre les logements inoccupés prévus par le Code wallon de l'habitation durable* par Mme Virginie SANA, Conseillère juridique à l'UVCW.
- *Les aides aux propriétaires solidaires* par Mme Fabienne CHARLIER, Directrice-adjointe au FLFNW.
- *L'engagement logement et la mobilisation des logements inoccupés à Namur* par Mme Catherine THIBAUT, Assistante de Direction de l' AIS Gestion Logement Namur, et Mmes Nancy MARCHAND et Anna RODRIGUEZ VERDASCO, respectivement Cheffe et Cheffe-adjointe Juriste au Service communal du logement de la Ville de Namur.
- *L'action en cessation contre les logements inoccupés de la ville de Huy* par Mme Sophie LEGROS, Conseillère logement à la ville de Huy.
- *L'action de la Région de Bruxelles-Capitale dans la lutte contre les logements inoccupés* par M. Fabian CHAMPIGNY, Attaché-coordonateur de la Cellule des logements inoccupés du Service public régional de Bruxelles-Capitale.
- *La politique du logement à Tournai – logements inoccupés et maison de l'habitat* par Mme Coralie LADAVI, Première-échevine en charge du logement de la Ville de Tournai et Mmes Yasmina THIRY et Sarah DUPUIS, respectivement Coordinatrice de la Maison de l'habitat et Chef de bureau du Service Logement de la Ville.
- *Présentation du rapport sur la prise en charge de l'allongement de l'espérance de vie et des formes d'accueil et d'hébergement des aînés* par M. Stéphane ADAM, Professeur et responsable de l'Unité de Psychologie de la Sénescence à l'Université de Liège.

TRAVAUX ET REFLEXIONS

Le Pôle Logement a adopté :

- un règlement d'ordre intérieur (entrée en vigueur le 23 janvier 2020).
- une note présentant les structures et les experts à inviter dans le cadre des activités du Pôle et les thématiques à examiner en vue d'une éventuelle remise d'un avis d'initiative.
- un mémorandum 2019-2024 à l'attention du nouveau GW (intégré dans celui du CESE Wallonie et des pôles thématiques).
- une note contenant des suggestions législatives pour le fonctionnement du Pôle tant au niveau de ses missions qu'au niveau de sa composition (dans le cadre du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative et du CWHD).
- un bilan à mi-parcours au départ du mémorandum de l'action du GW (précisant ce qui a été réalisé, ce qui est en cours de réalisation et ce qui est toujours en attente de concrétisation).
- un document relatif aux dossiers prioritaires à adresser au GW pour la fin de la législature.

Le Pôle Logement a également participé :

- à la création d'un groupes de travail concernant l'organisation d'un colloque commun Pôle Logement-SWL dans le cadre du 100^{ème} anniversaire de la création de la Société nationale des habitations à bon marché du 11 octobre 1919 (abandon du projet de colloque).
- aux deux groupes de travail Politique de la ville et Petite voirie en vue de la rédaction d'un avis d'initiative.
- au webinaire consacré aux différents types de compensations et aux charges d'urbanisme organisé par le Pôle Aménagement du territoire.
- au séminaire relatif aux petites voiries organisé par la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières.